

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2, quai de Verdun – 82 000 MONTAUBAN
Tél 05 63 91 74 40
www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr

MONTAUBAN, le 28/03/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

FOURMENT ET FILS SA

420 route de Montauban
ZI Les Tendolles
82290 La Ville-Dieu-du-Temple

Références : 2023-0457
Code AIOT : 0006803026

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2023 dans l'établissement FOURMENT ET FILS SA implanté 420, route de Montauban ZI Les Tendolles 82290 La Ville-Dieu-du-Temple. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée dans le cadre d'une action régionale sur le contrôle de traçabilité des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOURMENT ET FILS SA
- 420, route de Montauban ZI Les Tendolles 82290 La Ville-Dieu-du-Temple
- Code AIOT : 0006803026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société FOURMENT Recyclage dont le siège social est situé 420 Route de Montauban – 82290 LA VILLE DIEU DU TEMPLE, exploite à cette même adresse des installations réglementées par arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 23 août 2011 et modifié par l'arrêté complémentaire du 9 mars 2012 dont le tableau des rubriques a été modifié par courrier préfectoral du 6 décembre 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information	Proposition de délai
4	Registre : gestion et transport	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d	/	Sans objet	30 jours
5	Registre : destination du déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e	/	Sans objet	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre : présence registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
2	Registre : date sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a	/	Sans objet
3	Registre : dénomination déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection il est constaté que le site possède une traçabilité complète des déchets. Cependant, il est à noter que la gestion des exutoires et des procédures associées aux transferts des déchets n'est pas réalisée par l'exploitant du site mais une société extérieur jouant le rôle de courtier/négociant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre : présence registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le jour de l'inspection le registre des déchets sortants. Les déchets transitant par le site sont les suivants : Métaux, batteries, véhicules hors d'usages, papiers/cartons/plastiques/textiles/bois (A et B), déchets dangereux, DEEE, verres/pare-brise, DIB et pneus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre : date sortie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
Constats : Le registre présenté lors de l'inspection comprend la date d'expédition des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre : dénomination déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
Constats : Le registre des déchets présenté lors de l'inspection comprend l'ensemble des informations requises par l'article 2.b de l'arrêté ministériel du 31/05/21. Un chargement de déchet (batteries) a quitté le site le jour de l'inspection. L'inspection n'a pas pu vérifier la concordance du code déchet et les déchets évacués.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre : gestion et transport

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : d) Concernant la gestion et le transport du déchet : <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
Constats : L'exploitant indique qu'il lui est difficile d'obtenir le récépissé pour les transporteurs étrangers. Hormis cette difficulté, le registre de déchets sortant comprend l'ensemble des éléments requis par l'article 2.d de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il peut indiquer le numéro d'autorisation au titre de l'ADR en lieu et place du récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement conformément à l'article R. 541-54 du même code.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délai : 30 jours

N° 5 : Registre : destination du déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Le registre sortant comporte l'ensemble des champs prévus par le présent article 2.e. à l'exception du numéro de notification pour les expéditions concernées. Pour les batteries, l'exploitant indique qu'il passe soit par la société SAS BRIANE ou la société Sirmet. <ul style="list-style-type: none">➤ La SAS BRIANE se charge de déposer le dossier prévu dans le cadre de la procédure de notification auprès du pôle PNTTD, l'exploitant précise que l'intégralité du dossier est consultable sur l'application GISTRID. Les batteries sont envoyées en Espagne (entreprise DERICHEBOURG ESPAÑA, 44540 Albalate del Arzobispo) pour valorisation matière.➤ La société SIRMET, reçoit les chargements de déchets dangereux (batteries) sur le site SIRMET situé dans le département des pyrénées atlantique (64) sur la commune de Lons. La société Fourment émet un bordereau de suivi de déchet (papier ou track déchet) vers ce site. C'est la société SIRMET 64 qui se charge de déposer le dossier prévu dans le cadre de la procédure de notification auprès du pôle PNTTD en tant que producteur subséquent du déchet. . L'inspection demande à l'exploitant de bien faire apparaître le numéro de notification dans son registre des déchets sortants. Concernant le transfert des déchets non dangereux, l'exploitant précisera les exutoires étrangers vers lesquels il les expédie, et justifiera de l'utilisation de la bonne procédure de transfert transfrontalier de déchet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet